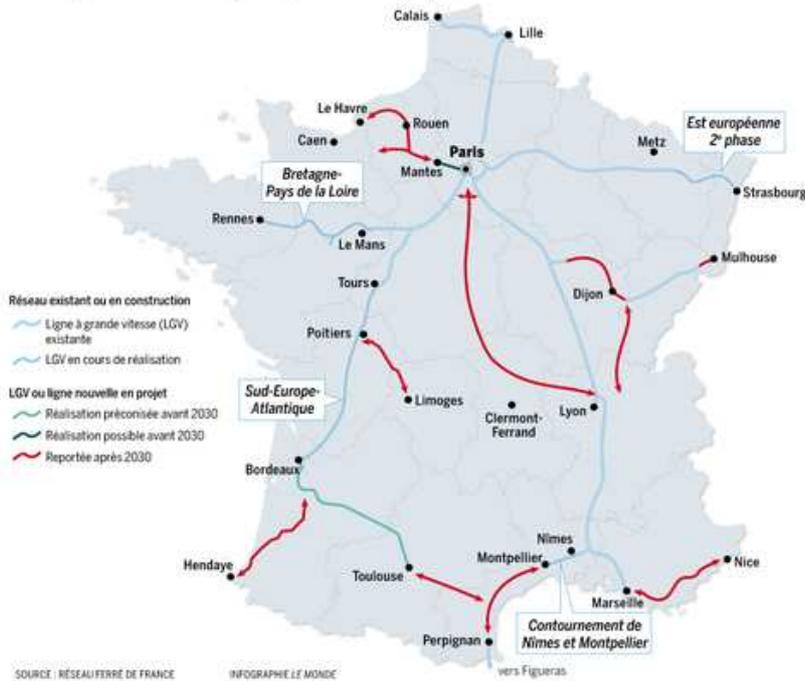


Le premier ministre, [Jean-Marc Ayrault](#), déclare, dans [une interview](#) à *L'Usine nouvelle* publiée jeudi 27 juin, [partager](#) le diagnostic du rapport Duron sur les [transports](#), qui propose notamment de différer la construction de plusieurs lignes de train à grande vitesse (LGV).

Le rapport de la commission Mobilité 21, dirigée par le député PS [Philippe Duron](#), et qui doit être remis officiellement le 27 juin au gouvernement, ne retient qu'une seule LGV (Bordeaux-Toulouse) à l'horizon 2030. Le rapport prévoit de [reporter](#) après 2030 les lignes Montpellier-Perpignan, Paris-Orléans-Clermont-Lyon et Bordeaux-Hendaye. Il privilégie la desserte ferroviaire de proximité au lieu de la grande vitesse.

Le premier ministre s'en prend au gouvernement précédent : *"L'erreur, c'est qu'il s'est concentré sur les infrastructures en oubliant la qualité des [services](#) ! Le mensonge est d'[avoir](#) laissé [entendre](#) qu'on pourrait [faire](#) plus de 250 milliards d'investissements dans les vingt prochaines années ! C'est irréaliste financièrement et techniquement."* "Le rapport de la commission sort de ce mensonge et fait un diagnostic précis, que je partage, de nos besoins de transport", se félicite M. Ayrault.

### Un coup d'arrêt à la majeure partie des projets



### "JE SAIS QUE CE GRAND MAILLAGE EST IMPARFAIT"

Il propose de *"repandre à notre compte ses recommandations préalables : [continuer](#) à [investir](#), [axer](#) nos interventions sur la qualité de service, [investir](#) là où c'est le plus utile pour la croissance du pays"*.

Aux élus regrettant de [voir](#) leurs projets de grande vitesse reportés à après 2030, il répond que *"le pays est largement maillé, par des voies ferrées et des autoroutes qu'il faut rénover. Je sais que ce grand maillage est imparfait et nous le corrigerons. Je leur réponds aussi que les grandes métropoles dont ils sont souvent élus doivent [tirer](#) la croissance de la France. Je leur dis que les nouveaux projets ne sont que la partie émergée d'un iceberg dont le reste est constitué des réseaux qui doivent être profondément rénovés, tant pour les infrastructures que pour le matériel roulant"*.

*"Les choix que nous aurons à [faire](#) avec les élus, dans la concertation, ne consistent pas à se [demander](#) si nous mettrons des moyens dans les transports. Nous les mettrons. La question est de [savoir](#) de quels types d'investissements nos territoires ont le plus besoin à court et moyen terme"*, ajoute le premier ministre.